**Rapport de restitution sur l’enquête menée conjointement**

**par le bureau de la CONFRASIE et la Direction régionale Asie-Pacifique**

**de l’Agence universitaire de la francophonie**

*Document de travail : Version 04*

**Les systèmes d’enseignement supérieur et de recherche** **de la région Asie-Pacifique** sont traversés par de **profondes mutations** : pression démographique, généralisation des enseignements secondaires obligatoires, développement des classes moyennes, enseignement supérieur transnational entre concurrence et coopération, développements technologiques et plus globalement du numérique, perspectives d’autonomisation des établissements, nécessaire diversification des ressources financières.

Ces différents processus peuvent être pensés comme autant de défis que doivent relever les établissements de la région dans le cadre d’une **gouvernance universitaire** ouverte et centrée sur la performance : **qualité** de l’enseignement supérieur, mais aussi besoin en **professionnalisation** et en diversification de l’offre de formation, stratégie institutionnelle au service d’une maîtrise des **développements technologiques,** diversification et complémentarité des **partenariats tant académiques que socio-économiques**.

Cette liste non exhaustive suppose une mise en cohérence de la **responsabilité sociétale du monde académique** et des **défis socio-économiques** àrelever par les sociétés de la région. Ce qui suppose surtout pour un établissement de démontrer sa capacité à mettre en place des solutions innovantes face aux défis que doit relever le monde académique : celui de la **qualité** déclinée dans les domaines de la **formation** et de la **recherche**, et plus généralement dans le domaine de la **gouvernance universitaire** en relation avec le plan stratégique de développement d’un établissement ; les défis de l’**employabilité** et de l’**insertion professionnelle** qui concernent essentiellement les relations entre le monde de l’enseignement supérieur et de la recherche et le monde socio-économique au bénéfice des diplômés ; le troisième ensemble de défis concerne leur rôle dans la société comme **moteur du développement local et global**.

Outre une politique de qualité, un établissement doit également être en mesure de **définir et planifier des** **orientations stratégiques, mais aussi prospectives** qui traduisent sa vision d'avenir. Cette approche doit lui permettre de construire une vision à long terme de sa **responsabilité sociétale** et donc de renforcer son positionnement stratégique, sa performance et sa reconnaissance dans un environnement en mutation. Ce pilotage responsable doit créer les conditions pour une institution d’un renforcement de la **capacité** de celle-ci à **s’adapter**, à **engendrer** le changement et le progrès dans la société.

En vue de sensibiliser les établissements d’enseignement supérieur et de recherche membres de la CONFRASIE sur les enjeux de la responsabilité sociétale du monde académique, une enquête menée conjointement par le bureau de la CONFRASIE et la Direction régionale Asie-Pacifique de l’Agence universitaire de la francophonie.

Un **panel de 50 établissements membres de la CONFRASIE** a été défini en tenant compte de la nécessaire **représentativité des systèmes universitaires** de la région, mais aussi de la très **grande diversité des établissements** qui y sont rattachés.

Pays concernés : Vietnam, Cambodge, Chine, Laos, Mongolie, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française

**RÉSULTAT DE L’ENQUÊTE**

1. Un consensus (86%) se dégage sur la définition du périmètre de la responsabilité sociétale d’un établissement d’enseignement supérieur et de recherche, ainsi que les principaux domaines d’action qui y sont rattachés en relation avec nos missions.
2. Une forte majorité (96%) des institutions intègre des principes liés à la responsabilité sociétale dans le cadre de la stratégie de développement d’un établissement et la mise en place de nos plans d’action opérationnels.
3. **Toutes les institutions qui ont répondu (100%) s’appuient sur** des instruments de pilotage au service de la responsabilité sociétale dans le cadre d’une gouvernance universitaire fondée sur le dialogue et centrée sur la performance.
4. Les réponses reçues (environ 90%) convergent sur la valorisation de notre responsabilité sociétale dans le cadre d’une stratégie partenariale associant des acteurs politiques et socio-économiques ainsi que ceux de la société.
5. **Une perception générale (près de 80%) se dégage sur la promotion** d’une conduite socialement responsable au sein de nos établissements dans le cadre d’une gouvernance incluant les individus et les groupes ayant un intérêt dans les décisions que nous prenons et les activités que nous développons au service d’un meilleur ancrage territorial.
6. Un consensus (86%) se dégage sur la mise en place d’un dispositif de communication permettant de nous montrer pleinement responsable et comptable de nos actions envers la société.
7. Les réponses convergent majoritairement (96%) sur l’intégration de la mise en œuvre dans nos missions des valeurs d’éthique dans le pilotage des activités, celles d’équité dans l’accès aux services offerts et celles d’égalité femme-homme dans le fonctionnement de nos structures.
8. Une forte majorité (94%) de nos établissements souhaite **promouvoir** leur écoresponsabilité au service d’une politique de gestion des infrastructures et du matériel, qui respecte le développement durable, en y incluant une évaluation systématique de l’impact de nos activités sur l’environnement.
9. **Un consentement (94%) se dégage au sein de nos** établissements surla promotion, au sein de leurs communautés universitaires, d’une culture du respect de l’environnement au service de la qualité de vie au travail sur le campus, tout en y intégrant un renforcement des liens sociaux et du vivre ensemble.
10. Les réponses (94%) convergent majoritairement sur la nécessaire promotion d’une offre de formation professionnalisante de qualité qui vise à former des citoyennes et de citoyens responsables et conscients des défis majeurs que doit relever la société.
11. **Les** établissements **s’entendent (98%) sur la nécessité de v**aloriser un dialogue permanent entre monde académique et acteurs socio-économiques permettant aux étudiants de développer l'esprit d'initiative et de créativité.
12. **Une unanimité (96%) se dégage au sein des** établissements sur **le développement** des dispositifs d’aide aux étudiant(e)s défavorisé(e)s en vue d’accéder à notre offre de formation et de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions.
13. Une forte majorité (98%) des établissements souhaitent instaurer la **promotion de la** culture numérique aussi bien en termes de maîtrise de sa pratique qu’en termes de responsabilité citoyenne dans son usage.
14. Les réponses majoritaires (plus de 70%) sont convergentes sur le développement d’une offre de formation tout au long de la vie au service de l’évolution des compétences et des métiers en vue de répondre aux besoins de développement socio-économique de la société.
15. **Nos** établissements **intègrent majoritairement (92%) dans leur politique le développement** des programmes de recherche-innovation au service des attentes de la société et communiquer sur leurs impacts positifs sur l’environnement socio-économique.
16. Les institutions qui ont répondu à l’enquête se reconnaissent pour promouvoir des dispositions du protocole de Nagoya adopté en 2010 en vue de réglementer l’accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées ainsi que le partage juste et aussi équitable des avantages.
17. L’enquête montre la volonté de nos établissements de déployer une politique de gestion des infrastructures et des matériels qui intègre dans sa mise en place des espaces dédiés au renforcement du dialogue avec la société (84% des réponses).
18. Les résultats de l’enquête (près de 80%) montrent la nécessité de mettre en place un observatoire de la responsabilité sociétale de nos établissements d’enseignement supérieur et de recherche, piloté par le bureau de la CONFRASIE, en vue de diffuser les bonnes pratiques et les actions innovantes en la matière.

Sur la base des résultats de cette enquête, un projet de déclaration a été élaboré par le bureau de la CONFRASIE. Ce projet a été transmis, pour avis, à tous les établissements d’enseignement supérieur et de recherche membres de la CONFRASIE en vue de son adoption par consensus. Les remarques ont été intégrées dans le projet qui est soumis à la validation de la 13è Assemblée générale de la CONFRASIE.